

Fabrication de la famine : Israël commet le crime de guerre de la famine dans la bande de Gaza

samedi 27 avril 2024, par [B'Tselem](#) (Date de rédaction antérieure : 20 avril 2024).



Sommaire

- [L'état de la faim dans la](#)
- [L'impact de la faim sur \(...\)](#)
- [Difficultés d'acheminement et](#)
- [Le crime de guerre qu'est la](#)
- [Conclusion](#)

Au début du mois d'avril 2024, une frappe aérienne israélienne sur un convoi de la World Central Kitchen (WCK) qui s'apprêtait à livrer de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza a tué sept travailleurs de l'organisation. WCK, qui joue un rôle clé dans les efforts d'aide humanitaire dans la bande de Gaza depuis le début de la guerre, a interrompu ses activités à la suite de l'incident. Plusieurs autres organisations ont également annoncé qu'elles suspendaient leurs activités dans la bande de Gaza parce qu'elles craignaient pour la vie de leurs travailleurs. L'assassinat des travailleurs humanitaires, dont six étaient des ressortissants étrangers, a suscité de vives critiques à l'égard d'Israël de la part de hauts responsables de la communauté internationale, en particulier du président américain Joe Biden. Dans une déclaration spéciale publiée par la Maison Blanche, le président Biden a affirmé qu'Israël ne faisait pas assez pour éviter de blesser les civils et les travailleurs humanitaires qui tentent d'apporter une aide « désespérément nécessaire » à la population affamée de la bande de Gaza, et qu'il ne s'agissait pas d'un « incident isolé ». Tout cela fait suite aux mesures provisoires prises par la Cour internationale de justice à la fin du mois de janvier, enjoignant à Israël d'autoriser l'entrée de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza.

Répondant à la pression internationale, les responsables israéliens, y compris le porte-parole des FDI et la Coordination des activités gouvernementales dans les territoires COGAT), se sont engagés à travailler à l'amélioration des conditions humanitaires dans la bande de Gaza, ont publié des chiffres à ce sujet et ont même annoncé la réouverture du point de passage d'Erez et l'augmentation du nombre de camions autorisés à entrer dans Gaza. Le porte-parole de l'IDF est allé jusqu'à annoncer à la presse étrangère « l'expansion des efforts pour faciliter l'aide humanitaire à Gaza ».

Il est trop tôt pour déterminer comment le changement de politique d'Israël affectera la réalité sur le terrain. Cependant, il est clair que c'est trop peu, trop tard, et qu'Israël est le principal responsable de la crise humanitaire qui, depuis le début de la guerre il y a environ six mois, s'est transformée en la catastrophe dont nous sommes témoins aujourd'hui. Pendant des mois, Israël a

refusé de laisser entrer l'aide humanitaire par les points de passage terrestres situés sur son territoire, limitant ainsi la quantité d'aide qui pouvait entrer. Même lorsque, à la suite de pressions internationales, Israël a accepté de laisser entrer l'aide sur son territoire, les quantités étaient loin de répondre aux besoins de la population, et Israël s'est même abaissé jusqu'à essayer de donner une fausse image selon laquelle il n'y avait pas de crise alimentaire grave à Gaza. Le changement de politique actuel ne peut exonérer Israël de sa responsabilité dans la crise de la faim dans la bande de Gaza, et il est douteux que les « nouvelles mesures » qu'il a récemment annoncées - dont il est trop tôt pour analyser l'effet sur le terrain, dans la mesure où elles existent réellement - puissent répondre aux besoins actuels de la population civile de la bande de Gaza.

Dans ce document, nous examinons l'ampleur actuelle de la crise de la faim dans la bande de Gaza, ses conséquences à court et à long terme, le comportement d'Israël à cet égard et les implications juridiques de ce comportement. Nous nous appuyons sur les chiffres et les données les plus récents disponibles.

Sur la base de divers rapports d'organismes internationaux sur la situation à Gaza et des témoignages recueillis par les chercheurs de B'Tselem sur le terrain, nous concluons malheureusement que depuis des mois, Israël commet le crime de famine au regard du droit international dans la bande de Gaza.

L'état de la faim dans la bande de Gaza au cours des derniers mois

Le rapport de l'IPC, une initiative impliquant plus de 15 organisations internationales d'aide humanitaire dirigée par l'ONU et publiée fin mars, a déterminé que la bande de Gaza était au bord de la famine. Il s'agit de la phase 5 de l'IPC, ou classification intégrée des phases de sécurité alimentaire, la moitié des habitants de Gaza souffrant d'une insécurité alimentaire catastrophique. Selon la norme internationale reconnue, une région est en état de famine lorsqu'au moins 20% des ménages sont confrontés à des carences alimentaires extrêmes et qu'au moins 30% des enfants souffrent de malnutrition sévère.



Selon le rapport, en février et mars 2024, l'ensemble de la bande de Gaza se trouvait en phase 4 de l'échelle de la faim, certains ménages se trouvant déjà en phase 5 d'insécurité alimentaire aiguë : 55% des ménages dans le nord, 25% dans le centre de la bande de Gaza et 25% dans le sud. Le rapport prévoit que la situation se détériorera encore dans les mois à venir et que 70% des ménages dans le nord, 50% dans le centre de Gaza et 45% dans le sud atteindront la phase 5.

Des chiffres et des mises en garde similaires ont été publiés ces dernières semaines par l'Organisation mondiale de la santé, l'USAID, Human Rights Watch, le Programme alimentaire mondial, le Global Nutrition Cluster et d'autres responsables humanitaires internationaux. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), en mars 2024, 2,2 millions de personnes (près de 100% de la population) à Gaza étaient en situation d'insécurité alimentaire de phase 3 ou pire, 1,17 million étaient en phase 4 et près d'un demi-million de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire de phase 5, le niveau le plus élevé.

« Il n'y a ni eau ni nourriture ici. En fait, il n'y a rien ici. Il n'y a pas non plus de

nourriture au marché – pas de conserves, de farine ou de riz. Il n’y a même plus d’orge. Parfois, nous parvenons à trouver des khubeiza qui poussent au bord de la route ou dans les champs et nous les cueillons. Si nous parvenons à trouver du carton ou du bois pour faire du feu, nous le faisons cuire dans de l’eau et nous le mangeons pendant un jour ou deux, ce qui nous permet au moins de mieux dormir la nuit. Nous avons l’habitude de manger de la khubeiza peut-être une fois par an, et maintenant c’est presque notre seule source de nourriture. Ces quatre derniers jours, nous n’avons pas dormi du tout tellement nous avons faim. Nous n’avons rien mangé. Nous n’avons pas pu trouver de nourriture. Je ne fais que chercher de la nourriture, tout le temps, et je n’arrête pas d’y penser la nuit non plus. Ici, dans le camp, tout le monde est pâle de faim et tient à peine sur ses jambes. »

Khamis al-A’araj, 52 ans, camp de déplacés d’al-Falujah. Lire le témoignage complet ici.

Début avril, Samantha Power, qui dirige l’Agence américaine pour le développement international (USAID), a estimé que la famine sévissait déjà dans le nord de la bande de Gaza. Cette évaluation a été faite lors d’une audition de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis. C’est la première fois qu’un fonctionnaire américain déclare que la famine est déjà présente à Gaza, après des mois d’avertissements sur l’escalade de la crise de la faim.

De nombreux fonctionnaires font état de l’impact sur le terrain. Les équipes médicales internationales qui ont visité l’hôpital Kamal Adwan, le seul établissement médical du nord de la bande de Gaza spécialisé en pédiatrie, ont fait état d’une véritable catastrophe humanitaire. Le directeur général de l’Organisation mondiale de la santé a déclaré que 10 enfants étaient morts à l’hôpital à cause de la faim. L’OCHA a indiqué que 32 personnes, dont 28 enfants, sont mortes de malnutrition ou de déshydratation depuis le début de la guerre dans la bande de Gaza. Il a également été rapporté qu’environ 16% des enfants de moins de deux ans dans le nord de Gaza souffrent de malnutrition sévère, et 5% à Rafah. L’Organisation mondiale de la santé a également déclaré que tous les ménages de Gaza « sautent » des repas en raison de la grave pénurie alimentaire, les adultes se retenant de manger pour que leurs enfants puissent le faire. Le rapport sur la situation humanitaire publié par le Fonds des Nations unies pour l’enfance (UNICEF) indique que, dans la semaine du 29 février au 6 mars, la ligne d’urgence de l’UNICEF a reçu plus de 1 000 appels concernant des pénuries alimentaires ou la faim, principalement dans le nord de la bande de Gaza.

« Yazan est né avec une maladie musculaire et a été traité dans des hôpitaux de Gaza et de Jérusalem. Au cours des quatre dernières années, il a bénéficié d’une physiothérapie et d’un régime alimentaire spécial, ce qui lui a permis d’avoir une vie normale. [...] Nous ne pouvions pas fournir à Yazan la nourriture dont il avait besoin – ni œufs, ni fruits, ni légumes. Il n’y en avait pratiquement pas et ce qui était disponible, nous ne pouvions pas l’acheter. Il n’y a pas eu beaucoup d’aide sur place. Ils ont surtout distribué des conserves et des céréales. En dehors de cela, nous avons surtout du pain et du thé. À l’heure du déjeuner, nous lui préparions de la bouillie de semoule, et comme il était impossible de se procurer du lait frais, nous utilisions du lait en poudre. Parfois, j’allais jusqu’à Rafah pour chercher de la semoule pour lui, et quand je n’en trouvais pas, je lui achetais du halva. Nous ne pouvions pas non plus obtenir les médicaments qu’il prenait avant la guerre, et il n’a évidemment pas bénéficié de physiothérapie. Il n’y avait ni eau ni électricité et c’était sale. Tous nos enfants avaient des maux d’estomac à cause de la mauvaise alimentation.

Yazan pesait 15 kilos avant la guerre et perdait rapidement du poids. Nous avons décidé

de déménager à Rafah il y a 35 jours, dans l'espoir de trouver des médicaments et des aliments plus sains pour lui, ainsi qu'un environnement plus propre. [...] Mais même à Rafah, nous ne pouvions pas fournir à Yazan des médicaments ou de la nourriture appropriée et son état continuait à empirer. Je l'ai emmené à l'hôpital Abu Yusef a-Najar. Les médecins l'ont examiné et ont dit qu'il devait être hospitalisé pour malnutrition et perte de poids sévère. Il avait également des mucosités dans la poitrine. Ils l'ont nourri par voie intraveineuse et l'ont mis sous inhalation et oxygène, mais son état n'a cessé d'empirer.

Le 2 mars 2024, je lui ai apporté des vêtements propres. Lorsque nous l'avons habillé, je l'ai regardé et mon cœur s'est brisé. Il n'avait plus que la peau sur les os. Il ne pesait plus que la moitié de son poids.

Le 3 mars, à 4 heures du matin, ma femme m'a appelé pour me dire que Yazan était décédé. Je suis allé immédiatement à l'hôpital. Je l'ai pris dans mes bras.

Sharif al-Kafarneh, 31 ans, camp de déplacés à Rafah. Lire le témoignage complet ici.

Une équipe médicale d'urgence composée de volontaires de plusieurs organisations humanitaires du monde entier a signalé des patients mourant d'infections dues à la malnutrition aiguë. Les travailleurs et les travailleuses humanitaires qui arrivent dans les hôpitaux de la bande de Gaza rencontrent des équipes médicales épuisées et affamées qui ont désespérément besoin de nourriture et d'eau. Les patient·es des hôpitaux – des personnes souffrant de maladies chroniques telles que le cancer ou le diabète, des personnes se remettant de blessures graves, d'opérations chirurgicales et de la perte de membres due aux combats, ainsi que des femmes ayant récemment accouché et des nouveau-nés – souffrent tous de la faim, ce qui entrave leur rétablissement.

Le président du Conseil national de sécurité alimentaire d'Israël, le professeur Roni Strier, s'est récemment exprimé sur l'état de la sécurité alimentaire à Gaza :

« Il existe de solides témoignages d'organisations internationales avec lesquelles nous travaillons en permanence, telles que la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé et le Programme alimentaire mondial, ainsi que de diverses institutions telles que les organisations d'aide internationale et la presse mondiale, qui attestent de l'exceptionnelle catastrophe humanitaire, notamment de la faim extrême de la population locale. »

L'impact de la faim sur la santé de la population

La malnutrition peut accroître la vulnérabilité aux maladies et aux infections, en particulier chez les enfants, ainsi que le risque de décès [1] ; elle prolonge considérablement le temps de guérison des maladies et des blessures existantes et augmente le risque d'effets à long terme sur la santé. Le taux de mortalité des enfants de Gaza est déjà élevé en raison de la combinaison de la malnutrition et des maladies existantes.

« Nous sommes neuf dans la tente, sans eau, sans électricité, sans médicaments et presque sans nourriture. La vie ici ressemble à un désastre. Nous vivons dans le désert, dans des conditions impropres à l'habitation humaine. Il est difficile d'obtenir de l'eau potable ou même de l'eau pour le nettoyage. Il n'y a pas moyen de se laver, et nous ne faisons pas de lessive non plus. Nous avons très froid car nous n'avons pas de vêtements chauds. Il y a des insectes partout ici – des moustiques et des mouches, et des reptiles aussi. Nous avons tous perdu beaucoup de poids et nous nous sentons toujours faibles et épuisés. Nous dormons à peine la nuit.

Nos enfants ont des problèmes de santé. Kinan souffre d'une carence en calcium et doit recevoir une injection une fois par mois. Je n'ai réussi à faire les injections que deux fois pendant la guerre, parce qu'elles coûtent 30 shekels (USD 8) par mois et que nous ne pouvons même pas nous le permettre. [Muhammad est atteint d'une hépatite incurable. Il a besoin d'un régime alimentaire sain, mais nous ne pouvons pas le lui fournir. »
Fatimah Baker, 37 ans, camp de déplacés à Rafah. Lire le témoignage complet ici.

Outre ses effets dévastateurs à court terme, la faim a des conséquences funestes à long terme. La malnutrition et ses effets secondaires ont des conséquences considérables sur le développement neurologique et cognitif des enfants, en particulier au cours des deux premières années de leur vie. Les bébés qui naissent avec une insuffisance pondérale et les enfants qui souffrent de malnutrition ont un quotient intellectuel inférieur, et leurs performances et résultats scolaires sont moindres. La faim contribue également de manière significative à l'augmentation des problèmes comportementaux et psychologiques chez les enfants.

En outre, la malnutrition au cours des premières années de la vie interfère avec le développement du système musculo-squelettique, ainsi qu'avec le développement des bactéries intestinales, dont l'absence augmente le risque de maladies chroniques à un âge avancé. La malnutrition pendant la grossesse entrave le développement cognitif et augmente le risque de diabète et d'obésité plus tard dans la vie. La faim et la malnutrition peuvent même contribuer au développement de troubles de la santé chez les générations futures, y compris, entre autres, les maladies cardiovasculaires, le diabète, l'obésité et une tendance accrue à transmettre des maladies infectieuses et des infections, telles que la tuberculose [2].

Difficultés d'acheminement et de distribution de l'aide humanitaire

Après six mois de combats et de bombardements incessants (qui font suite à des années de blocus et d'opérations militaires fréquentes), il est pratiquement impossible de cultiver des aliments ou de produire des aliments à base de produits locaux. Une grande partie des zones agricoles de Gaza ont été détruites par les bombardements, et celles qui restent constituent toujours un risque pour les agriculteurs et agricultrices palestiniennes car elles sont exposées aux tirs d'obus. Toutes les branches du secteur de la production alimentaire ont été lourdement endommagées et les destructions massives causées par les bombardements israéliens ont presque complètement mis hors service les usines de production alimentaire, les boulangeries, les entrepôts alimentaires et les marchés. En outre, les centaines de milliers de personnes déplacées de leurs maisons ont peu ou pas d'accès à l'eau courante et aux fournitures et provisions nécessaires à la cuisine.

Les témoignages donnés à B'Tselem indiquent que le prix de la nourriture et des autres articles encore disponibles dans la bande de Gaza a augmenté de centaines de pour cent ou plus, entraînant des coûts exorbitants que la grande majorité de la population ne peut pas se permettre. Dans ce contexte choquant, les posts répétés de la Coordination israélienne des activités gouvernementales dans les territoires COGAT) montrant des photos de stands débordant de nourriture à Gaza sont révoltants. Au vu des prix de ces stands, décrits dans les témoignages, il s'agit clairement d'une tentative de l'armée israélienne de faire croire qu'il y a suffisamment de nourriture à Gaza, alors que la réalité est toute autre.

« Un sac de farine qui coûtait 30 shekels (8 USD) avant la guerre est passé à 600 shekels (168 USD). Nous devons nous contenter d'un repas par jour et il y avait des jours où nous ne mangions pas du tout. Parfois, les voisins nous donnaient de l'eau et de

la nourriture. Il était également très dangereux de sortir pour s'approvisionner en nourriture à cause des tirs et des bombardements. [...] Une fois tous les 10 à 15 jours, nous recevons de l'eau, et parfois, il est possible d'obtenir de la farine et de faire du pain pita, mais la plupart du temps, nous n'avons vraiment rien à manger. Au cours du dernier mois, nous avons eu moins d'un repas par jour. À cause de la faim, ma femme peut à peine allaiter notre fils de neuf mois, Yamen, et le lait maternisé est introuvable. Il y a peu, nous avons réussi à acheter un kilo de dattes pour 40 NIS (X USD), ce qui nous a permis de survivre. Nous vivons de ce que nous parvenons à obtenir - un peu de riz, un peu de maïs que nous avons moulu, et aussi de l'orge, qui est destiné à nourrir les animaux de la ferme. Le prix de l'orge s'est également envolé. Aujourd'hui, même l'orge est épuisé et les gens ont commencé à moudre de la nourriture pour oiseaux et lapins. Mais il n'y en a pas beaucoup non plus. Il n'y a pas de nourriture pour les humains ni pour les animaux ».

Ibrahim a-Ghandur, 38 ans, Gaza City. Lire le témoignage complet [ici](#)

Pour se procurer de la nourriture, les habitant·es de la bande de Gaza dépendent aujourd'hui presque entièrement de l'aide fournie par les États et les organisations internationales. Cependant, les camions d'aide passent par un processus long et ardu avant d'atteindre leur destination à l'intérieur de Gaza. La plupart des fournitures d'aide sont stockées à Al-Arish, en Égypte. De là, elles sont transportées à Gaza dans des camions via l'un des deux seuls points de passage, tous deux situés dans le sud de la bande de Gaza. L'accès à ces points de passage est difficile et prend du temps, avec de nombreux arrêts en cours de route. La cargaison des camions est contrôlée plusieurs fois, généralement à la fois au point de passage de Rafah et à Nitzana ou à Kerem Shalom, ce qui entraîne des retards importants. La cargaison est déchargée aux points de passage, puis chargée dans d'autres camions et acheminée vers des installations de stockage à l'intérieur de la bande de Gaza. De là, l'aide est distribuée dans différentes parties de Gaza, en coordination avec Israël. En raison des restrictions imposées par Israël et des graves dommages causés aux infrastructures par les bombardements israéliens, seule une fraction de l'aide atteint le nord de la bande de Gaza, où, comme le montrent les chiffres, la situation humanitaire en général, et la faim en particulier, sont particulièrement graves.

En raison des nombreux obstacles aux efforts d'aide humanitaire sur le terrain, les initiatives et les plans d'acheminement de l'aide par voie aérienne et maritime ont pris de l'ampleur. Outre le corridor d'aide maritime établi au large des côtes de Gaza, neuf pays (Jordanie, Égypte, États-Unis, Émirats arabes unis, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, France et Singapour) ont reçu, début avril, l'autorisation de larguer de l'aide à partir d'avions-cargos survolant la bande de Gaza. Ces solutions permettent de contourner la lourdeur de la bureaucratie israélienne, mais les experts estiment qu'elles sont lentes, coûteuses et très limitées en quantité par rapport à l'aide acheminée par camion. L'aide acheminée par avion a également causé des dommages et des blessures, tuant cinq personnes depuis le début du mois de mars, selon les médias palestiniens.

Comme si la myriade d'obstacles qu'Israël dresse sur le chemin de la réponse humanitaire à la crise qu'il a créée ne suffisait pas, Israël rend également difficile la distribution efficace de l'aide à la population, qui lutte pour survivre. Par exemple, malgré le rôle essentiel joué par l'Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA) dans la collecte et la distribution de l'aide, depuis le début des hostilités, Israël a pris des mesures pour restreindre les opérations de l'UNRWA et même pour l'expulser de la bande de Gaza, parce que certains de ses employés auraient participé à l'attaque du Hamas contre Israël, le 7 octobre. Ces mesures sont prises en dépit du fait qu'aucun autre organisme ne peut assumer les nombreux rôles civils et humanitaires de l'agence.

L'UNRWA et un grand nombre d'organisations d'aide humanitaire de premier plan affirment que

depuis de nombreux mois, Israël ne respecte pas ses obligations légales et morales et ne fournit en pratique qu'une aide nutritionnelle limitée et réduite qui est loin de répondre à l'ampleur actuelle de la faim. Les chiffres de la faim croissante dans la bande de Gaza corroborent ces affirmations. En mars, Josep Borrell, chef de la politique étrangère de l'UE, a déclaré qu'Israël provoquait la faim et utilisait la famine comme méthode de guerre. Israël refuse également d'accorder des visas aux travailleurs humanitaires qui cherchent à se rendre à Gaza et se vante même de refuser les demandes.

L'État d'Israël, pour sa part, rejette sa responsabilité dans la situation, affirmant notamment que le Hamas est responsable de la perturbation des convois d'aide et du vol de l'aide. Que ces affirmations soient fondées ou non, Israël reste responsable de prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires de la population occupée.

« Notre situation est très difficile. Nous dépendons maintenant entièrement de la charité, mais il n'y a pas assez de nourriture. Les seules choses que l'on peut acheter ici sont des conserves et des céréales qui coûtent très cher. Il n'y a rien de sain à manger. Cela fait des mois que nous n'avons pas mangé de légumes ni de fruits. Ils sont très rares et chers. La viande est hors de question. Je me souviens à peine de ce à quoi elle ressemble. Lorsque la viande arrive dans les magasins, elle coûte 120 shekels (32 USD) le kilo. Les œufs sont également rares et coûtent 100 shekels le paquet ».

Hanan Abu Rabi', 30 ans, camp de personnes déplacées à Rafah. Lire le témoignage complet ici.

Les envois d'aide qui parviennent à surmonter les nombreux obstacles, y compris ceux imposés par Israël, se heurtent parfois à la machine de guerre israélienne, qui continue d'opérer à Gaza. À la mi-mars, le ministère palestinien de la santé a déclaré qu'au moins 21 personnes avaient été tuées et 150 blessées par les tirs des FDI alors qu'elles se pressaient sur la place Koweït, à Gaza, pour recevoir de l'aide. Un incident similaire s'est produit plus tôt, fin février, lorsque plus de 100 personnes ont été tuées et plus de 700 blessées lorsque des milliers de personnes ont pris d'assaut des camions d'aide arrivant dans la rue a-Rashid dans la ville de Gaza. Israël a affirmé que la plupart des décès étaient dus aux camions eux-mêmes et à la foule, et que les troupes avaient respecté les règles relatives aux tirs à découvert. Le ministère palestinien de la santé, quant à lui, a déclaré que les tirs étaient à l'origine d'un grand nombre de blessures. Les témoignages reçus par B'Tselem vont dans le même sens.

« Mais ce qui s'est passé sur la place a-Nabulsi le 29 février 2024 est quelque chose que je n'oublierai jamais. J'y suis allé avec des milliers d'autres personnes pour chercher des sacs de farine, et lorsque nous nous sommes approchés des camions, nous avons essuyé des tirs massifs. De nombreuses personnes ont été blessées par les tirs, et certaines ont été tuées. C'était un spectacle choquant. Horrible. Le sang s'est infiltré dans la farine et l'expression « pain trempé dans le sang » est devenue une réalité.

Les gens n'y allaient que pour chercher de la nourriture pour leur famille. Certains sont revenus blessés, d'autres ne sont pas revenus du tout. Tout ce que je veux, c'est survivre à la faim qui nous tue tous dans le nord de Gaza. Au moins, sauvez les enfants, qui meurent de faim ici depuis si longtemps. »

Ahmad Abu Ful, 40 ans, camp de réfugiés de Jabalya. Lire le témoignage complet ici

Le crime de guerre qu'est la famine

Le droit international des droits de l'homme contient une interdiction générale de la famine. Il interdit notamment aux États de prendre des mesures qui auraient pour effet de priver des personnes de l'accès à la nourriture, même lorsqu'elles vivent en dehors du territoire de l'État [3].

L'interdiction d'utiliser la famine comme méthode de guerre découle de l'obligation générale, énoncée dans le droit de la guerre, de protéger la population civile en temps de guerre et de l'interdiction qui en découle de porter atteinte aux biens nécessaires à la survie de la population [4].

Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) prévoit une interdiction pénale concrète de la famine. La privation de nourriture des civils en tant que méthode de guerre est définie dans le Statut comme un crime de guerre, qui relève de la compétence de la CPI en matière d'enquête et de poursuites.

Le Statut de Rome définit le crime de famine comme suit :

« Le fait d'utiliser intentionnellement la famine comme méthode de guerre en privant des civils d'objets indispensables à leur survie, y compris en entravant délibérément l'acheminement des secours... ».

(Statut de Rome de la CPI, art. 8(2)(b)(xxv))

L'infraction comporte quatre éléments : le comportement, l'intention, le contexte et la conscience du contexte. Si ces quatre éléments sont réunis, le crime a été commis. Ci-dessous, nous examinons brièvement les quatre éléments par rapport à ce que nous savons des actions d'Israël dans la bande de Gaza au cours des derniers mois.

Le comportement interdit consiste à priver la population d'objets indispensables à sa survie (ou à lui en fournir délibérément des quantités insuffisantes). Les objets nécessaires à la survie peuvent être divers et inclure différents éléments, en fonction des circonstances spécifiques. Les actions qui ont un impact indirect sur l'accès aux objets nécessaires à la survie peuvent également être considérées comme de la famine, lorsque le résultat contribue à empêcher l'accès à ces objets.

Comme nous l'avons vu, depuis de nombreux mois, Israël empêche l'aide humanitaire nécessaire, notamment la nourriture et les médicaments, d'entrer dans la bande de Gaza et en particulier dans le nord de la bande de Gaza. La destruction qu'Israël a semée pendant les combats a pratiquement réduit à néant la capacité de cultiver localement des denrées alimentaires ou de s'en procurer pour la production. Dans ces conditions, le régime alimentaire de la population dépend presque entièrement de l'aide extérieure, qui est contrôlée par Israël. Comme décrit ci-dessus, Israël manque à ses obligations à cet égard en n'autorisant pas l'entrée d'une aide suffisante dans la bande de Gaza et en ne garantissant pas l'arrivée en toute sécurité de l'aide à destination, même dans les zones qu'il dit être sous son contrôle.

Le deuxième élément est l'utilisation intentionnelle de la famine comme méthode de guerre, c'est-à-dire pour obtenir un avantage militaire ou affaiblir l'ennemi. L'interdiction s'applique aux comportements dont on sait qu'ils provoquent la famine et qui sont destinés à servir l'effort de guerre. Par conséquent, il n'est pas nécessaire qu'un résultat (comme la mort de civils ou une malnutrition massive) découle directement du comportement qui relève de la définition de la famine.

L'intention d'Israël d'utiliser la famine pour obtenir un avantage militaire se reflète dans les déclarations de hauts responsables politiques et de commandants militaires, selon lesquelles le fait de priver les habitant·es de nourriture et d'eau fait partie des méthodes de guerre d'Israël dans la bande de Gaza. Par exemple, le ministre de la défense Yoav Gallant, membre du cabinet de guerre,

qui est la plus haute instance dirigeant la politique d'Israël dans sa guerre à Gaza, a explicitement déclaré que le fait de priver les habitant·es d'eau et de nourriture faisait partie des combats : « Nous imposons un siège total à la ville de Gaza. Il n'y a pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant. Tout est fermé. Nous combattons des bêtes et nous agissons en conséquence ». Le ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a établi un lien entre les efforts déployés pour libérer les otages israéliens et le fait d'empêcher l'aide humanitaire d'entrer dans la bande de Gaza : « Tant que le Hamas refusera de libérer les otages qu'il détient, seules des centaines de tonnes d'explosifs de l'armée de l'air devraient entrer à Gaza, et pas un gramme d'aide humanitaire. » Le ministre des affaires étrangères, Yisrael Katz, [a déclaré](#) :

« Pendant des années, nous avons fourni à Gaza de l'électricité, de l'eau et du carburant. Au lieu de nous remercier, ils ont envoyé des milliers de bêtes pour massacrer, violer et kidnapper des bébés, des femmes et des personnes âgées. C'est pourquoi nous avons décidé d'arrêter l'approvisionnement en eau, en électricité et en carburant, et maintenant leur centrale électrique locale s'est effondrée et il n'y a plus d'électricité à Gaza. Nous continuerons à renforcer le siège jusqu'à ce que la menace que le Hamas fait peser sur Israël et sur le monde soit écartée. Le passé ne sera pas l'avenir ».

Quant à la conscience qu'a Israël que ses actions provoquent la famine, il ne fait aucun doute que les responsables israéliens sont conscients de la faim qui se développe dans la bande de Gaza et en particulier dans le nord, que le Premier ministre Netanyahu dit avoir été « conquis » par Israël. Cette prise de conscience est le résultat de nombreux rapports et chiffres publiés par des organismes internationaux, ainsi que d'un recours devant la Cour suprême israélienne déposé par plusieurs organisations israéliennes de défense des droits de l'homme, Gisha en tête. En outre, Israël impose un blocus à Gaza depuis des années et, dans le cadre de cette politique, s'est attaqué aux « besoins économiques » de Gaza, c'est-à-dire au calcul des besoins minimaux nécessaires à la subsistance de la population.

Le crime doit être commis dans le cadre d'un conflit armé international. Il est incontestable que les combats dans la bande de Gaza constituent un conflit armé international.

L'auteur du crime doit être conscient du contexte et des circonstances qui constituent un tel conflit. À cet égard, il est également incontestable que les responsables israéliens sont conscients de l'existence d'un conflit armé, étant donné qu'une guerre a été déclarée.

L'examen des éléments qui font de la famine un crime de guerre au regard du droit pénal international - à la lumière des informations dont dispose B'Tselem à partir des rapports de divers organismes internationaux et des témoignages recueillis par nos enquêteurs sur le terrain - montre qu'Israël commet ce crime de guerre depuis des mois.

Nous rappelons qu'en vertu du droit international, les crimes graves considérés comme des crimes de guerre, tels que la famine, peuvent engager la responsabilité individuelle de leurs auteurs. L'article 27 du Statut de Rome stipule que la responsabilité personnelle s'applique indépendamment de la qualité officielle, telle que celle de chef d'État, ou de toute immunité dont une personne pourrait bénéficier en vertu d'un poste ministériel ou de toute autre fonction.

L'article 28 du Statut de Rome stipule la responsabilité personnelle des chefs militaires et des supérieurs civils effectifs.

« Un chef militaire ou une personne faisant effectivement fonction de chef militaire est pénalement responsable des crimes relevant de la compétence de la Cour commis par des forces placées sous son commandement et son contrôle effectifs, ou sous son autorité et son contrôle effectifs, selon le cas, du fait qu'il n'a pas exercé le contrôle voulu sur ces forces ».

Cette responsabilité s'applique aux commandants dans l'un des trois cas suivants : (1) le commandant en tant qu'auteur direct de l'infraction, (2) le commandant ayant ordonné la commission de l'infraction, (3) le commandant en tant que complice de l'infraction.

Le nombre de hauts responsables de Tsahal et d'institutions publiques qui ont pris part au refus d'apporter une aide humanitaire adéquate aux habitants de Gaza au cours des derniers mois est important, et nombre d'entre eux étaient vraisemblablement conscients de leurs actes et de leurs conséquences. Les remarques faites par le colonel Yogev Bar-Sheshet, chef adjoint de l'administration civile, lors d'une interview télévisée depuis l'intérieur de la bande de Gaza, prouvent que les forces sur le terrain sont conscientes de la destruction généralisée d'objets nécessaires à la survie : « Il n'est pas rentable de faire du mal à notre peuple. Tel est le message. Il n'y a plus rien là-bas. Ceux qui reviendront ici, s'ils reviennent après, trouveront de la terre brûlée. Pas de maisons. Pas d'agriculture. Ils n'ont pas d'avenir. »

Conclusion

« La guerre actuelle contre les assassins du Hamas est un nouveau chapitre de l'histoire de notre résilience nationale à travers les générations. Souvenez-vous de ce qu'Amalek vous a fait ». C'est ce qu'a écrit Binyamin Netanyahou dans un message aux soldats israéliens le 3 novembre 2023, dans un sifflement de chien que toute personne ayant suivi le système éducatif israélien reconnaîtra comme signifiant une réponse à une attaque d'une manière qui effacerait tout souvenir de cette nation, femmes et enfants compris. Lorsque la lutte contre le Hamas est comparée à la guerre contre Amalek, la conclusion est claire : l'ordre est d'anéantir Gaza.

Israël opère depuis sept mois dans cet esprit, et il y parvient : des villes réduites à l'état de ruines, un nombre insondable de morts, un système de santé dysfonctionnel et un avenir incertain. Poussé par une soif de vengeance pour les crimes commis par le Hamas le 7 octobre, Israël ignore toute norme morale fondamentale et viole grossièrement ses obligations en vertu du droit international.

Parmi la multitude de mesures inacceptables auxquelles Israël a recours, affamer la population de Gaza est particulièrement horrible. Depuis des mois, Israël poursuit une politique de blocus total, de destruction complète des possibilités de production alimentaire locale par l'agriculture ou la pêche, et de restriction de l'acheminement de l'aide. Le résultat de cette politique est que des millions de personnes meurent de faim.

La grave famine qui s'est installée ces derniers mois dans la bande de Gaza n'est pas le fruit du hasard, mais le produit d'une politique israélienne délibérée et consciente. Elle a été ouvertement déclarée par les décideurs, y compris un membre du cabinet de guerre israélien, dès le début de la guerre. Au cours des années de blocus de Gaza, Israël a étudié la quantité de nourriture dont les habitant·es de Gaza ont besoin pour survivre. Israël a élaboré des formules mathématiques et des tableaux caloriques à cette fin. Cela signifie qu'Israël est entré en guerre en connaissant parfaitement les besoins de la population de Gaza et qu'il a délibérément choisi de les lui refuser.

Pousser des centaines de milliers de personnes à la famine et utiliser la famine comme méthode de guerre exige une déshumanisation totale. Malheureusement, la déshumanisation des Palestiniens·ne aux yeux des Israélien·nes s'est accélérée au cours des derniers mois.

Nous espérons que la mise en évidence des implications destructrices de cette politique, ainsi que la responsabilité personnelle des hommes politiques impliqués dans la prise de décision et des commandants militaires chargés de les mettre en œuvre, amèneront Israël à comprendre ce qui devrait être évident : la famine ne peut jamais être utilisée comme méthode de guerre. Affamer une

population est un crime. La tache morale, ainsi que la responsabilité criminelle créées par la conduite israélienne de ces derniers mois, ne peuvent être effacées.

B'Tselem

Pour les témoignages complets figurant dans ce document et d'autres témoignages provenant de la bande de Gaza, voir le blog [Voices from Gaza](#) sur le site web de B'Tselem.

[1] Fenêtres de vulnérabilité : Consequences of Exposure Timing during the Dutch Hunger Winter, septembre 2022 ; Organisation mondiale de la santé. La famine à Gaza est imminente, avec des conséquences immédiates et à long terme sur la santé, mars 2024 ; UNICEF. Les enfants de Gaza ont besoin d'une aide vitale

[2] Historic famine leaves multiple generations vulnerable to infectious disease, Université de Californie, Berkeley, octobre 2020.

[3] Article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) ; art. 2(1) du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) ; Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observation générale n° 12 (1999), paragraphe 36.

[4] Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) (1977), Art. 54, intitulé : « Protection des biens indispensables à la survie de la population civile » ; Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) (1977), Art. 14, intitulé : « Protection des biens indispensables à la survie de la population civile ».

Le régime israélien d'apartheid et d'occupation est inextricablement lié aux violations des droits de l'homme. B'Tselem s'efforce de mettre fin à ce régime, car c'est la seule façon d'avancer vers un avenir où les droits de l'homme, la démocratie, la liberté et l'égalité seront garantis à toutes les personnes, tant palestiniennes qu'israéliennes, vivant entre le Jourdain et la mer Méditerranée.

P.-S.

• Entre les lignes entre les mots. 23 avril 2024 :

<https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2024/04/23/crime-de-guerre-de-la-famine-et-pogroms-autres-textes/>

•

https://www.btselem.org/publications/202404_manufacturing_famine

Traduit avec DeepL.com (version gratuite)